

STEVENSON, Garth, *Community Besieged: The Anglophone Minority and the Politics of Quebec* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999), 363 p.

Jack Jedwab

Volume 54, numéro 3, hiver 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/005485ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/005485ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jedwab, J. (2001). Compte rendu de [STEVENSON, Garth, *Community Besieged: The Anglophone Minority and the Politics of Quebec* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999), 363 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 54(3), 478–480. <https://doi.org/10.7202/005485ar>

STEVENSON, Garth, *Community Besieged: The Anglophone Minority and the Politics of Quebec* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999), 363 p.

Dans son livre *Community Besieged: The Anglophone Minority and the Politics of Quebec*, Garth Stevenson trace un portrait de l'histoire politique de la communauté anglophone du Québec de la Confédération jusqu'à la période postréférendaire. Depuis le référendum de 1995, cette communauté est devenue beaucoup plus active dans sa défense du fédéralisme, ce qui a suscité en son sein un débat sur la meilleure manière de protéger et de promouvoir les intérêts des anglophones. À partir des années 1970 et jusqu'à tout récemment, le fait que les anglophones aient perçu leurs leaders comme étant trop mous et trop conciliants fut à l'origine d'une division entre les Anglo-Montréalais et les anglophones résidant ailleurs dans la province. Grâce à l'ouvrage de Stevenson, on est à même de saisir comment une telle situation est advenue.

L'auteur évalue l'impact des stratégies électoralistes adoptées par les anglophones ainsi que l'efficacité de l'action de groupes de pression tel Alliance Québec dans leur effort de défense des intérêts de cette communauté auprès des gouvernements provinciaux.

Même si *Community Besieged* porte largement sur la période ayant suivi la Révolution tranquille l'auteur nous présente, dans les chapitres 2 et 3, un bref survol historique afin d'expliquer comment les Québécois — et, pour être plus précis, les anglo-protestants — ont interprété les ententes politiques avec les catholiques francophones au moment de l'instauration de la Confédération. On appréciera, chez l'auteur, la connaissance intime de l'histoire des débuts du régime confédératif, dont témoignait déjà son précédent ouvrage *Ex Uno Pluris: Federal-Provincial Relations in Canada, 1867-1896*.

Stevenson soutient qu'entre le début de la Confédération et la fin du régime unioniste de Maurice Duplessis, les anglophones du Québec ont manifesté peu d'intérêt pour la politique provinciale. Les gouvernements québécois étant alors peu interventionnistes, les anglophones pouvaient jouir d'une assez large autonomie dans la gestion de leurs institutions. Cet accommodement, entre les élites des deux communautés, est, selon Stevenson, un exemple de démocratie « consociationale » (*consociational democracy*). Ce modèle de coexistence politique entre des groupes tire sa source de l'ouvrage *The Politics of Accomodation* d'Arend Lijphart. Selon Stevenson, le déclin de la communauté anglophone du Québec peut être expliqué par la disparition de ce modèle « consociational » et son remplacement par la

démocratie de la majorité (*majoritarian democracy*). La majorité francophone et la minorité anglophone étant toutes deux très concentrées géographiquement, et la première étant généralement solidaire à propos de questions d'ordre identitaire où la règle de la majorité joue de manière déterminante, les Anglo-Québécois auraient alors vu leur influence diminuer grandement sur les plans électoral et politique. Il faut cependant rappeler que la plupart des anglophones voient dans le mouvement nationaliste la cause principale de leurs difficultés. Ils seraient donc très sceptiques face à l'idée de Stevenson selon laquelle c'est le jeu de la « démocratie majoritaire » qui serait l'explication déterminante du problème.

Pour élaborer sa thèse, Stevenson a recueilli les témoignages d'acteurs importants de la scène politique provinciale et fédérale, de la Révolution tranquille jusqu'à la période postréférendaire. Contrairement à l'impression que nous laissent certains analystes, il souligne le fait que les anglophones ont favorablement accueilli les réformes initiales de la Révolution tranquille. Toutefois, selon lui, ils n'auraient pas suffisamment mesuré l'impact majeur de l'intervention étatique sur l'autonomie de leur communauté. Habitué aux accommodements avec l'élite francophone, les anglophones étaient mal préparés aux événements qui allaient suivre le régime Lesage. Pour Stevenson, la minorisation effective de la communauté anglophone coïncide avec l'émergence du débat linguistique et, plus particulièrement, la crise de Saint-Léonard et l'adoption de la loi 22 par le gouvernement de Robert Bourassa. L'adoption de cette loi a contribué à l'amorce d'une certaine rupture entre la minorité anglophone et le Parti libéral du Québec. Face aux initiatives des Libéraux, les anglophones étaient en effet très divisés quant à la meilleure façon d'agir sur le plan électoral.

L'élection du Parti québécois et l'adoption de la loi 101 ont obligé les anglophones à développer de nouvelles stratégies, notamment la création de groupe de pression comme Alliance Québec. Nuançant le portrait monolithique que l'on fait souvent de la communauté anglophone, Stevenson expose en détail les crises de leadership auxquelles elle a été confrontée depuis les années 1970, crises qui ont atteint récemment leur paroxysme avec le rejet de l'approche traditionnellement modérée mise en œuvre par Alliance Québec. L'ex-Montréalais Stevenson doute d'un retour éventuel au régime « consociational ». Cependant, à notre avis, il n'est pas du tout évident que ce modèle ait déjà existé au Québec. Quoi qu'il en soit, ce concept ne semble pas correspondre à l'évolution démographique du Québec, et particulièrement à la diversité croissante de la population, qui s'accommoderait plutôt mal, en effet, d'une telle approche « consociationale ».

Stevenson n'est toutefois pas pessimiste quant à l'avenir de la communauté anglophone du Québec. Il rappelle le caractère pacifique des conflits linguistiques et est d'avis que la situation démographique de la communauté anglophone est en train de se stabiliser. Même s'il ne s'oppose pas à la diversité des approches et stratégies politiques de la communauté anglophone, Stevenson écarte l'idée de la « partition » du Québec qui, selon lui, serait rejetée par le reste du Canada si le Québec se séparait. Il considère également que le référendum de 1995 a démontré que les anglophones, qui ont contribué de façon significative à la victoire des forces fédéralistes, ont un poids politique certain. Il va jusqu'à donner raison à monsieur Parizeau d'avoir blâmé les minorités pour la défaite des forces souverainistes. Au lieu d'être sur la défensive au sujet des déclarations controversées du premier ministre, les anglophones auraient dû être fiers de leur vote. Mais Stevenson semble oublier que Parizeau parlait des « ethnies » et non des anglophones (même s'il existe une convergence non négligeable entre les deux).

Sur le point de vue des acteurs et des anglophones dans la vie politique québécoise, l'ouvrage de Stevenson livre une documentation appréciable. En dépit d'une argumentation parfois discutable, il constitue désormais l'ouvrage de référence pour ceux qui s'intéressent à l'histoire politique de la communauté anglophone du Québec.

JACK JEDWAB

*Institut d'études sur le Canada
Université McGill*